



LE POINT SUR LES NÉGOCIATIONS

Le 21 novembre 2016

Quatre semaines de grève et les représentants du Secrétariat du Conseil du trésor n'ont toujours pas daigné retourner à la table de négociation pour discuter de notre demande de réforme de régime de négociation.

Il est indéniable que la pression sur l'administration gouvernementale est de plus en plus élevée : le nombre de reports devant les tribunaux a dépassé le millier de dossiers, les besoins en conseils juridiques sont criants, la liste des projets de règlements retardés s'allonge quotidiennement.

Loi sur les normes du travail non respectée quant au minimum d'heures à rémunérer, recours à des briseurs de grève en contravention du Code du travail... le fait que le gouvernement en soit rendu à contrevenir à ses propres lois, plutôt que de négocier sérieusement notre demande légitime, est symptomatique d'une perte de contrôle de la situation de la part du Conseil du trésor. Cette situation inacceptable est dénoncée en plus des procédures que nous entreprenons pour faire cesser ces écarts légaux.

Nos présences en tant que manifestants aux abords de l'Assemblée nationale, des palais de justice, des édifices gouvernementaux, des bureaux ministériels et lors d'événements particuliers, ainsi que comme spectateurs dans les salles de cours et en commissions parlementaires ne passent pas inaperçues.

À l'occasion de travaux en commission parlementaire auxquels participait le président du Conseil du trésor et ministre des Finances, Carlos J. Leitão, ce dernier a requis à notre président, M^e Jean Denis, une rencontre. Lors de cette rencontre le ministre Leitão a demandé la relance des négociations. Notre président a donné son accord tout en exposant fermement la position de LANEQ quant à la réforme du régime de négociation liant.

Par ailleurs, la ministre de la Justice, M^e Stéphanie Vallée, a quant à elle été rencontrée par notre vice-président, M^e Marc Dion, au cours de la soirée de financement de Juripop à laquelle elle était conviée comme invitée d'honneur.

Au cours de la semaine à venir, nous anticipons recevoir de nouveaux appuis significatifs et nous serons encore plus présents, notamment lors du dévoilement des résultats préliminaires de l'effort collectif de bénévolat. Nous avons également amorcé une percée sur les réseaux sociaux. Nous continuerons à intensifier nos actions afin d'amener le gouvernement à convenir de la réforme de notre régime de négociation.



Les avocats et notaires
de l'État québécois